

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 32/3 (2005)

DOI: 10.11588/fr.2005.3.64103

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

et pouvant aboutir à des changements tangibles, elle n'offrait qu'un intérêt limité pour les Alliés dans la mesure où ils pensaient que les propositions d'Adenauer étaient d'une part souvent changeantes et que d'autre part, elles ne pouvaient susciter l'intérêt de Moscou et qu'elles n'avaient donc aucune chance de réalisation. De plus, les Alliés souhaitaient tous maintenir le *statu quo* pour l'Allemagne et pour Berlin. En particulier, les Américains et les Français ne pouvaient accepter, pour des raisons de prestige, la perte de leurs droits sur Berlin. Seule la Grande-Bretagne était ouverte à une solution européenne de la question allemande qui permette, entre autres, d'améliorer la situation humanitaire de la RDA, mais elle ne souhaitait pas s'opposer à Washington dans ce domaine. La politique secrète du chancelier n'était donc pas la préoccupation majeure des services de renseignement alliés, ce qui explique leurs lacunes dans la connaissance de certains détails. Elle n'a donc joué qu'un rôle très marginal qui incite à relativiser les très nombreux débats autour de cette question.

Ce travail de recherche est sérieux et novateur, mais on reste parfois sur sa faim: un peu plus de contextualisation aurait été bienvenu. Malgré des sources nombreuses décrites en annexe, ce sont quand même très souvent les mémoires d'Adenauer ou des discours publics de ce dernier qui sont cités en notes. C'est cependant un ouvrage sur lequel il faut désormais compter sur l'interprétation d'une des principales crises de la Guerre froide dont l'intérêt s'est renouvelé depuis quelques années avec la fin du système bipolaire et l'ouverture progressive des archives.

Françoise BERGER, Grenoble

Ulbricht, Chruschtschow und die Mauer. Eine Dokumentation, hg. und eingeleitet von Mathias UHL und Armin WAGNER, München (Oldenbourg) 2003, 220 p. (Schriftenreihe der Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, 86).

Ce recueil, élaboré conjointement par l'Institut für Zeitgeschichte et par le Militärgeschichtliche Forschungsamt, rassemble sur la construction du mur de Berlin une cinquantaine de documents inédits. Ils proviennent essentiellement des archives de l'ancienne RDA, intégrées aujourd'hui au Bundesarchiv, et des archives de l'ancienne URSS, ouvertes désormais en partie à Moscou. L'édition de ces rapports, de ces procès-verbaux, de ces ordres d'opérations est remarquable, avec références d'origine, notes sur les personnes et les institutions citées, bibliographie et index. On s'étonne seulement de ne trouver aucune indication sur la traduction de certaines pièces certainement rédigées en russe et données en langue allemande.

Une introduction, articulée avec netteté, retrace la genèse de cette action spectaculaire. L'initiative vient des autorités de la République Démocratique Allemande. Dès 1955, elles ont fait préparer un «plan Anton», pour mettre fin à la libre circulation des personnes entre Berlin-Ouest et Berlin-Est. Elles reprennent en 1960 le projet d'un contrôle (non encore d'un mur), parce que le courant d'émigration qui s'enfle compromet le développement de l'économie, et aussi parce que son interruption est nécessaire pour introduire l'obligation du service militaire. Mais Ulbricht ne peut agir qu'avec l'aval de Khrouchtchev, qui se fait prier assez longtemps. S'il a posé avec éclat le problème de Berlin en novembre 1958, il tient par ailleurs à poursuivre avec l'Occident un dialogue souvent agité. Il donne enfin son accord à la mi-juillet 1961 (avant le ferme discours de Kennedy, le 25, qui n'est donc pas à l'origine de la crise). La décision devient définitive dans les premiers jours d'août et non, comme on l'a cru, pendant la session du Pacte de Varsovie entre le 3 et le 5. Celle-ci a été seulement l'occasion d'informer les partenaires de l'action qui allait être menée le 13 suivant.

Au delà de cette correction de la chronologie, l'intérêt général du livre est d'introduire concrètement le lecteur dans le fonctionnement du régime de Berlin et dans ses relations

avec son puissant tuteur. Le commandant suprême des forces armées unies, le maréchal Gretchko, donne ses instructions au commandement de l'Armée nationale populaire (NVA). À la tête du Groupe des forces armées soviétiques en Allemagne (GSSD), le rappel du prestigieux maréchal Koniev est un geste symbolique. Quand les premiers secrétaires se sont mis d'accord, les états-majors préparent l'opération avec un soin méticuleux. On la présente comme devant empêcher »la *Bundeswehr* d'entrer sous la Porte de Brandebourg au son de la musique«, mais entre eux les officiers se réjouissent sans ambages de »la fin du débauchage«. Pour couvrir les gardes-frontières, des unités est-allemandes et soviétiques ont été positionnées à peu de distance. En octobre, une escalade de la situation place plusieurs jours des chars soviétiques et américains face à face au *Checkpoint Charlie*. Après que le maréchal Malinovski a rendu compte de la présence de sous-marins nucléaires en Mer du Nord, un échange de vues direct entre Khrouchtchev et Kennedy fait retomber la tension.

Pierre BARRAL, Montpellier

Christof MÜNGER, *Kennedy, die Berliner Mauer und die Kubakrise. Die westliche Allianz in der Zerreißprobe 1961–1963*, Paderborn (Ferdinand Schöningh) 2003, 404 p. (Sammlung Schöningh zur Geschichte und Gegenwart).

L'auteur a traité dans cet ouvrage, qui est une version très peu remaniée d'une thèse qu'il a soutenue à Zurich en 2002, d'une période marquée par des crises qui ont bien failli faire basculer le monde dans une troisième guerre mondiale. Et, si les deux grandes puissances mondiales, détentrices de l'arme nucléaire, se sont opposées sur le plan diplomatique et ont cherché à régler les différends majeurs qui émanent de leurs prises de position fondées sur l'héritage de la seconde guerre mondiale, sur le fil du rasoir le plus souvent, il n'était à aucun moment évident que les alliés occidentaux des USA aient pu jouer un rôle prépondérant. À juste titre Münger a donc consacré autant, sinon plus d'attention aux réactions de la RFA, de la France et de la Grande-Bretagne qu'au duel auquel se sont livrés John F. Kennedy et Nikita Khrouchtchev.

S'il est évident que ces années cruciales ont généré une bibliographie internationale considérable, d'où émergent les mémoires des leaders politiques de l'époque et de ses principaux acteurs, il fallait cette étude si fouillée, à la fois analytique et synthétique, répondant aux règles universitaires classiques. L'auteur a structuré son étude en trois parties qui reflètent la chronologie de ces événements soit: 1. La question de Berlin et l'alliance occidentale; 2. la formation des blocs au sein de l'alliance occidentale et 3. les fractures dans la formation des blocs et le début de la détente.

L'auteur rappelle que les années soixante représentent une césure, voire une rupture avec la position hégémonique incontestable des États-Unis, fondée sur leur avance dans le domaine de l'énergie nucléaire. Et puis, en octobre 1957, les Soviétiques ont lancé dans l'espace leur premier Spoutnik, suivi d'un Spoutnik II et le 12 février 1961 eut lieu le test réussi de la fusée intercontinentale SS-7, enfin le 12 avril 1961 il y eut un choc pour l'Occident: Y. Gagarine, le premier homme lancé dans l'espace. Ceci ne signifiait cependant pas que l'URSS disposait d'un arsenal lui permettant d'atteindre avec précision un point quelconque du territoire nord-américain. Il n'empêche que le choc fut rude et déclencha une angoisse palpable. Avec l'échec lamentable du débarquement de 1500 exilés cubains (armés et entraînés par la CIA) le 17 avril 1961, dans la baie des Cochons, le successeur de Eisenhower, John F. Kennedy, (qui prit ses fonctions le 20 janvier 1961) fut rapidement confronté à une situation internationale complexe et délicate. L'auteur fait ressortir une facette quelque peu occultée, voire méconnue de ce jeune président des États-Unis; ses qualités d'homme d'État, en l'occurrence, son sang-froid et son intelligence politique. Il fut également un grand spécialiste de la communication,